

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

RAYMOND DELATOCHE

Vers un renouveau de la physiocratie

Journal de la société statistique de Paris, tome 117 (1976), p. 47-53

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1976__117__47_0

© Société de statistique de Paris, 1976, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

IV

TRIBUNE LIBRE

1. Le Conseil permanent des physiocrates de France, l'Association du bicentenaire, a lu pour vous dans la revue de l'Union nationale des réviseurs agricoles.

VERS UN RENOUVEAU DE LA PHYSIOCRATIE

Le deuxième centenaire de la mort de François Quesnay, décédé à Versailles le 16 décembre 1774, a remis en mémoire le père de la physiocratie, cette doctrine aussi honorable pour l'agriculture qu'économiquement discréditée.

On se souvient du théorème qui la fonde : de toutes les activités humaines, seule l'agriculture est « productive »; toutes les autres sont « stériles ». Par le « produit net » qu'elle dégage, l'agriculture est la source directe ou indirecte de toute richesse, l'assise de la prospérité. De cette proposition sont déduites une théorie et une politique économiques.

Quesnay avait été conduit à cette opinion par l'analogie biologique dont, depuis Aristote, la fécondité en sciences sociales n'est plus à démontrer. Médecin et philosophe, issu d'une lignée de laboureurs de la région de Montfort-l'Amaury, resté agriculteur d'esprit et de pratique, gravissant par son travail et son intelligence les échelons de sa profession jusqu'à devenir le médecin de M^{me} de Pompadour, puis du roi Louis XV, c'est aux environs de la soixantaine qu'il commence à dissenter des problèmes économiques.

Préoccupé de la santé des hommes, leurs maux lui apparaissaient pour une large part d'origine sociale. La société est elle-même un malade. Alors qu'une agriculture stagnante et écrasée d'impôts peine à remplir les caisses de l'État et à ravitailler une population croissante, les mercantilistes, qui voient dans une balance monétaire favorable l'assise de la puissance de l'État, prônent le développement de l'industrie et du commerce exportateurs. Le remède se révèle vain; comment en déceler l'erreur?

La société se manifeste comme un corps, analogue « aux sociétés d'organes que constituent les êtres vivants ». Quesnay lui applique la méthode biologique. Harvey vient de découvrir que la circulation du sang entretient la vie des organes. Quel est le fluide qui assure la vie sociale, qui en permet la pérennité, qui reconstitue sans arrêt le capital de départ perpétuellement entamé, dégradé par les consommations, les usures, les destructions? Le commerce se borne à déplacer des marchandises préexistantes. L'industrie transforme, combine, consomme des matières premières préexistantes. L'exploitation des mines se résout en transport de biens préexistants qui seront irrémédiablement détruits par l'usage immédiat ou prolongé. Seule l'agriculture récolte plus qu'elle n'a semé, recueille plus que la somme de ses avances, dégage un « produit net ». Selon le mot de Mirabeau, l'ami des hommes, elle est la seule profession où « la nature daigne travailler des mois entiers en récompense de quelques jours de labeur de notre part ».

Le sang indéfiniment reproductif du corps social, c'est le « produit net » dont le tableau économique élaboré par Quesnay retrace la circulation.

La découverte de Quesnay provoque chez ses disciples un enthousiasme vibrant, sinon toujours compréhensif. Ils saluent dans leur maître le nouveau Prométhée illuminant du feu dérobé au ciel toute la vie économique. Le succès est toutefois éphémère. La profondeur, l'ampleur, les conséquences, l'imprévu de la découverte bousculent les idées reçues, menacent les situations acquises, suscitant une opposition passionnée. Les explications de l'école, limitées par la science du temps, sont souvent confuses, parfois contradictoires. Quesnay, septuagénaire, mal secondé, se décourage. Il occupe ses dernières années à des récréations mathématiques. Il meurt quelques mois après avoir vu au pouvoir son disciple Turgot, lequel sera impuissant devant la masse des privilégiés qu'il inquiète à juste titre.

*
* *

La physiocratie allait entrer dans un long purgatoire. Quesnay avait fondé l'économie politique, ramassant en une science autonome, dominée par un principe unique, l'étude des phénomènes économiques. Adam Smith, son presque contemporain, inaugurant un malentendu qui perdurera jusqu'à nos jours, l'écrase d'une phrase qui servira de raison à la plupart de ses successeurs : « L'erreur capitale de ce système semble se trouver dans le fait qu'il représente la classe des artisans industriels et marchands comme stérile et improductive... (alors qu'elle) reproduit tous les ans la *valeur* de ce qu'elle consomme... »

Marx est séduit par la vision synthétique des physiocrates, par l'approbation au bénéfice d'une classe sociale — celle des propriétaires fonciers — d'un surproduit non compensé par une fourniture. Aux propriétaires, il substitue les capitalistes; il récuse, pour le transférer au seul travail humain, le produit net dégagé par la collaboration des agriculteurs avec la nature.

Un siècle plus tard, Gide écrira encore : « Ainsi donc le produit net au sens physiocratique est une illusion : il ne peut pas plus être trouvé dans une création de *matière* que dans une création de *valeur*. »

C'est que, pendant ce temps, l'horizon de l'économie politique s'est singulièrement rétréci. A l'individu concret qui intéressait Quesnay, elle a substitué l'*homo œconomicus* qui est à l'homme total ce que le cheval-vapeur est à l'animal du même nom. La transposition monétaire voile la réalité profonde des phénomènes. La révolution industrielle, l'essor du capitalisme rejettent l'agriculture dans une ombre d'autant plus épaisse que, passé 1850, le ravitaillement du monde dit civilisé, du monde des villes, ne pose plus de problème. Pour les économistes, la scène est circonscrite par la banlieue des cités vers lesquelles les paysans acheminent spontanément sans qu'on cherche trop comment, la nourriture nécessaire. En 1960, l'économiste roumano-américain Georgescu-Roegen peut encore écrire : « L'économie agraire reste une réalité sans théorie. »

L'optique de Quesnay, dit-on souvent, a été faussée par son environnement. A combien plus juste titre retournerait-on à ses successeurs le compliment !

Les agriculteurs se disent pourtant que, nourrissant la société, fournissant des matières premières et de la main-d'œuvre à une industrie toujours plus gourmande, leur activité, si discrète qu'elle soit, doit avoir tout de même quelque importance.

C'est donc par le biais des économistes ruraux que la physiocratie va refaire surface. En 1946, dans une thèse plus remarquable que remarquée — *Du prix de revient au produit net en agriculture* (P. U. F.) — un ingénieur agronome, Michel Cépède, retrouve la notion

de produit net, don gratuit de la nature, dans son effort pour caractériser l'efficiencia d'une agriculture.

Et puis voici le phénomène massif de l'explosion démographique, de la faim dans le monde, le problème du développement et les questions qu'il pose. Alfred Sauvy procure en 1958 la réédition des écrits de Quesnay, accompagnée d'études sur sa pensée. Mais là encore, seul de ses collaborateurs, Louis Salleron, spécialiste de longue date des sujets agricoles, ose assumer la théorie du produit net et y voir l'assise même de l'économie politique, au moins à titre d'hypothèse provisoire destinée à l'unifier.

Depuis plusieurs années, un disciple et collaborateur de M. Fourastié, M. Grandamy, s'est appliqué à relire les physiocrates à la lumière de l'expérience et des connaissances scientifiques actuelles, dans le but de mettre au net et d'organiser rationnellement ce qui chez eux était plutôt intuition. Un livre très dense — *La physiocratie, théorie générale du développement* (Mouton) — nous livre sa réflexion, entièrement positive et singulièrement éclairante. Dans une préface chaleureuse, M. Fourastié souligne l'impasse dans laquelle piétine l'économie politique, incapable de définir une politique cohérente et efficace faute d'une vue globale de son sujet et d'un principe directeur susceptible de le dominer. Il souhaite que la physiocratie lui remette les pieds sur terre.

Le travail de M. Grandamy s'inscrit dans la ligne des recherches de M. Fourastié sur *L'évolution des prix à long terme* (P. U. F.) : il y a collaboré pour le prix du blé en France de 1400 à nos jours.

L'originalité de ces dernières études réside dans le choix de l'unité de mesure. Pour comparer dans le temps les prix d'un même objet, il faut un étalon invariable. M. Fourastié a choisi le salaire horaire du manoeuvre non spécialisé, le plus bas dans l'échelle salariale, le S. M. I. C. dirions-nous. Convertissant les prix à étudier en heures de travail au taux contemporain, il obtient le *prix réel* des objets considérés. Le prix réel élimine les variations de la monnaie et du pouvoir d'achat des métaux précieux, écarte le voile monétaire, trop souvent déformant et générateur de faux problèmes. Liant la valeur aux besoins et aux efforts, il réintroduit l'homme dans l'économie qui est faite pour lui. Exprimant la valeur du bien pour le consommateur le moins favorisé, il manifeste son niveau de vie, contribue à mesurer le degré de développement de la société concernée. Il indique enfin le prix de revient de la marchandise, l'observation faisant apparaître que, pour les produits fongibles de grande consommation — dont les prix, remarquerons-nous, sont soumis à la concurrence parfaite — le prix réel de vente, sur le long terme, tend à se confondre avec le prix réel de revient. La notion de prix réel concourra à justifier les principes physiocratiques.

* * *

En quoi consiste donc ce fameux produit net agricole? Ce n'est pas de la matière : l'agriculture n'en crée pas plus que les autres métiers. Ce n'est pas de l'utilité : les autres en procurent. Ce n'est pas de la valeur : tout travail répondant à un besoin en donne. Dans l'état de la science de leur temps, Quesnay et ses disciples peinaient à l'expliquer.

M. Grandamy est aujourd'hui mieux armé : cet excédent sur les avances agricoles, c'est l'énergie biologique telle que la fournit la fonction chlorophyllienne et que l'on peut exprimer en calories. Dès lors tout s'éclaire : « Le produit net — celui qui excède les besoins des agriculteurs — nourrit toute la partie non agricole de la population qui le transforme en travail secondaire et tertiaire; l'industrie et les services vivent sur le produit net. L'agri-

culture, qui produit directement les nourritures, produit indirectement tous les autres biens; elle est la source première et véritable de toutes les richesses; c'est la seule activité « productive ».

Ainsi compris plus clairement que ne l'avaient pu les physiocrates eux-mêmes, leur théorème de base est proprement irréfutable. A l'agriculture on peut ajouter toutes les utilisations de l'énergie solaire au fur et à mesure de son émission : l'aquiculture, les vents, les chutes d'eau, les marées, la chaleur solaire, toutes utilisations d'un même don gratuit qui, à l'échelle de l'histoire humaine, laissent intacte la capacité de la source.

Il ne suffit pas que la proposition soit irréfutable. Encore faut-il qu'elle ait une fonction dominante, directrice dans l'économie. Pour s'en rendre compte l'auteur l'applique à notre concept de croissance économique.

La croissance exige au départ une augmentation de la productivité agricole qui se traduit par une diminution corrélative du nombre des agriculteurs. Une société autarcique a besoin d'une certaine quantité de calories pour subsister et se développer. Elle doit impérativement consacrer à la production vivrière les calories-travail nécessaires à sa simple subsistance. Le surplus, s'il en reste, nourrit la croissance. Moins il lui faut proportionnellement de calories pour s'alimenter, plus il lui en reste pour les activités secondaires et tertiaires. La richesse se mesure à un produit net.

Le mécanisme ajustant la quantité de travail à affecter à chacune des deux catégories d'activités, productives et « stériles », est essentiellement constitué par le niveau des prix réels alimentaires. Évoluant dans le court terme sous la pression de la demande, il provoque les transferts nécessaires de main-d'œuvre, la mise en culture de nouvelles terres, exprime le niveau de vie et, en conséquence, la capacité de travail; dans le long terme, il traduit la productivité du travail agricole.

Les sociétés se classeront donc suivant deux types : prix réels alimentaires élevés, pays sous-développés; prix réels alimentaires bas, pays développés.

C'est bien ce que révèle *L'Économie alimentaire du Globe* (Librairie de Médicis) de Cépède et Lengellé. Dans le tableau des rations des différents peuples, qui s'échelonnent entre 1 904 et 3 281 calories du point de vue tant quantitatif que qualitatif, les nations se répartissent vers les extrémités en deux masses, les très bien nourris et les mal nourris, l'entre-deux ne réunissant qu'une petite minorité dans le voisinage du niveau moyen, 2 600 calories, qui se manifeste comme niveau critique entre le développement et le sous-développement.

Cette répartition dans l'espace est inverse de celle que ferait prévoir la courbe de Gauss. Elle évoque la répartition dans le temps des cinq cents ans — 1400-1900 — constatée précédemment par M. Grandamy sur la base, à Strasbourg, du prix réel du blé. Dans ce dernier exemple, le niveau critique est constitué par la ligne de cent salaires horaires pour un quintal de blé : de 1400 au milieu du xvi^e siècle, les prix moyens annuels se situent largement au-dessous de la ligne (à 50 en moyenne). Ils la passent en hausse vers 1560, pour se tenir largement au-dessus jusqu'au milieu du xix^e siècle (à 200 en moyenne au xviii^e siècle). Ils la repassent en baisse à la fin du xix^e siècle. En 1968, le quintal de blé vaut à peu près 10 salaires horaires. En cinq siècles, le niveau critique n'aura été franchi que deux fois, sans qu'on demeure jamais d'une façon durable à son voisinage.

Le caractère répulsif du niveau critique semble tenir à « l'effet de revenu », dit aussi « paradoxe de Giffen » du nom de l'économiste anglais qui l'a remarqué, et que l'on nommerait plus justement « effet de rareté ». Dans la zone de malnutrition, la disette de l'aliment principal, le pain, augmente sa consommation, à tout le moins son désir, au détriment des aliments

de remplacement, accélérant la hausse. Dans la zone de vie à bon marché, la disette diminue la demande de pain au profit des succédanés, freinant la hausse. Dans les deux cas, on tend à s'éloigner du niveau critique.

Il en est de même pour la ligne des 2 600 calories : une bonne récolte, dans les pays sous-développés, fouette une demande impatiente et annule l'effet sur les prix d'une relative et passagère abondance.

L'existence de cette zone médiane de prix, de niveaux de vie impossibles à tenir d'une façon prolongée, rend compte du passage si rare, si ardu du niveau critique.

* * *

Jusqu'ici nous avons raisonné sur une société complète, autarcique. En pratique aucune société ne se présente sous cet aspect. Les vocations, les aptitudes sont variées, et aussi les degrés de développement. Pour accéder au bien-être, les nations doivent mettre à profit leur complémentarité par le moyen du commerce international.

La théorie du produit net permet d'orienter le commerce international, de distinguer entre bon et mauvais commerce. Alors que le « mauvais commerce », obnubilé par le faux problème de l'argent, du solde de la balance monétaire des comptes, détruit de la richesse, creuse le fossé entre riches et pauvres, le « bon commerce », visant l'utilité commune, fondé sur les différences de niveau économique et d'aptitudes naturelles, assure le plein emploi des facultés de chacun et fait converger les uns et les autres vers l'optimum économique.

M. Grandamy condense en un théorème la doctrine de la physiocratie : « Le produit net s'échange contre du travail ». Les pays développés où le travail est cher et l'alimentation bon marché — en prix réels — exporteront vers les pays sous-développés — où le travail est bon marché et la nourriture chère — les biens « ergogènes » générateurs de travail (aliments, matières premières, énergie, outillage); ils en recevront les biens « ergophores », chargés de travail (travail à façon, produits finis, services).

Le Pakistan de 1960 est cité en exemple, victime ainsi que, dans une moindre mesure, ses partenaires, du « mauvais commerce ». Le bilan énergétique du Pakistan, peinant, sur le vu de sa balance monétaire, à exporter des textiles au détriment de la nourriture de ses habitants, se présente ainsi : les textiles le privent de l'alimentation de 5 000 000 de personnes, dont 1 500 000 actifs. Il reçoit en échange des produits industriels représentant le travail de 250 000 ouvriers développés. Il perd annuellement 1 250 000 années de travail. Pour équilibrer sa balance monétaire, ses partenaires le subventionne au taux annuel de 60 000 ouvriers gratuitement mis à sa disposition.

Le « bon commerce » consisterait pour les développés à lui envoyer la nourriture correspondant à la surface consacrée aux textiles : il leur en coûterait le travail de 100 000 agriculteurs. Ils y gagneraient les 60 000 années-travail qu'aujourd'hui ils fournissent à fonds perdus, contribueraient au plein emploi de leur agriculture, se procureraient à bon marché des biens secondaires et tertiaires qu'ils paient chez eux très cher. Le Pakistan y gagnerait 1 500 000 actifs; l'économie mondiale, annuellement, 1 400 000 années de travail.

Contraint par sa situation à importer sa nourriture et à exporter des matières ouvrées, le Japon fournit un cas concret de « bon commerce » dont les résultats sont avantageux aux deux bouts du trajet. Lorsque la France envoie de l'orge au Japon et en reçoit des produits industriels, des motocyclettes par exemple, tout se passe comme si les cultivateurs

français avaient une productivité industrielle supérieure à celle des usines françaises, et les ouvriers japonais, une productivité agricole supérieure à celle des agriculteurs japonais.

*
* *

En conclusion, l'auteur soumet la théorie physiocratique à l'épreuve de l'histoire. Si c'est l'agriculture, et non l'industrie, qui est à l'origine du développement, on doit trouver des sociétés pré-industrielles développées et des sociétés industrielles sous-développées.

Comme exemple des premières, il note le Haut-Empire romain — en particulier le siècle de la paix romaine — et le Moyen Age occidental à son apogée, caractérisés l'un et l'autre par l'alimentation facile, le mouvement d'urbanisation, les loisirs abondants, les énormes travaux publics non rentables. Il aurait pu y joindre l'Égypte, don du Nil, où la vie devait être matériellement facile même par des asservis, si l'on en juge par le souvenir lancinant « des marmites de viande, du pain à satiété » dont les Hébreux au désert rabattent les oreilles de Moïse.

Parmi les secondes, il cite... l'Angleterre de 1850 : la machine à vapeur est au point en 1769; les machines à filer et à tisser suivent de peu; quatre-vingts ans plus tard, l'état social britannique inspire Karl Marx, ce qui en dit long sur la condition ouvrière d'alors. Mais en 1850 paraît en Europe le produit net de l'agriculture américaine, les blés du productif Nouveau Monde. La « loi d'airain » est surmontée; le niveau de vie s'élève graduellement. La France offrirait un spectacle similaire. L'enquête de Villermé, les monographies de Le Play permettent de mesurer le sous-développement de notre pays au milieu du XIX^e siècle. Le tisserand de Mamers dépense plus de 72 % de son revenu en nourriture et 79 % de ses frais alimentaires vont au pain, 57 % du total. L'état se desserre au fur et à mesure de l'amélioration de la productivité agricole.

C'est donc à juste titre que M. Grandamy voit dans la doctrine physiocratique, telle qu'il l'a éclairée et organisée, la théorie générale du développement économique.

*
* *

M. Grandamy avait publié une première fois les grandes lignes de son étude en 1971. L'Europe industrielle n'était pas loin alors de considérer son agriculture comme un poids mort, comme un frein à son expansion. Dans l'exportation des surplus alimentaires, on voyait une mesure de sauvetage temporaire, destinée à faire place à des réductions drastiques de production. La raison économique ne commandait-elle pas la position importatrice?

Depuis, les événements ont apporté à la thèse physiocratique, abondamment vérifiée pour le Tiers Monde, une confirmation imprévue dans la société occidentale. Que serait-il advenu de l'Europe si, conformément à un vœu, tacitement, mais largement proféré, son agriculture eût été larguée, si à la crise pétrolière s'était superposée une crise alimentaire? L'agriculture européenne, heureusement sauvegardée, est une précieuse garantie de stabilité, de même que l'agriculture française s'avère un atout majeur pour le rééquilibrage de notre balance commerciale, de même que les pays développés, devant la menace pesant sur les pays pauvres, la nécessité de les extraire de leur misère, envisagent désormais l'exportation alimentaire et l'importation industrielle systématiques.

Quesnay opposait la solidité durable des nations à agriculture productive à la fragilité éphémère des « républiques marchandes » et industrielles. Quel démenti a paru lui apporter l'Angleterre jusqu'en 1914 ! Qu'en est-il aujourd'hui ?

Vraiment en 1976, c'est sans complexe que les agriculteurs pourront célébrer Quesnay.

Raymond DELATOCHE
de l'Académie d'agriculture de France